

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

GRAND PORT FLUVIO MARITIME DE L'AXE SEINE

DIRECTION TERRITORIALE DU HAVRE

(ci-après dénommé HAROPA PORT – LE HAVRE)

Maîtrise d'ouvrage

Service Réseau Ferré Portuaire

Maîtrise d'œuvre

REGENERATION DU PN 142

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(C.C.T.P.)

Sommaire

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE I.1. OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE I.2. DESCRIPTION DU SITE	3
ARTICLE I.3. DOCUMENTS DE REFERENCE	3
ARTICLE I.4. CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	4
ARTICLE I.5. CONTRAINTES PARTICULIERES IMPOSEES AU CHANTIER.....	4
ARTICLE I.6. NETTOYAGE DU CHANTIER	5
ARTICLE I.7. SURFACES MISES A DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR	5
 CHAPITRE II - MATERIAUX, COMPOSANTS ET EQUIPEMENTS.....	 7
ARTICLE II.1. GENERALITES.....	7
ARTICLE II.2. VERIFICATION ET RECEPTION DES MATERIAUX.....	7
ARTICLE II.3. MATERIAUX FOURNIS PAR L'ENTREPRENEUR	7
 CHAPITRE III - EXECUTION DES TRAVAUX	 9
ARTICLE III.1. PREPARATION DE CHANTIER	9
ARTICLE III.2. DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR	9
ARTICLE III.3. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES.....	9
ARTICLE III.4. CARACTERISTIQUES DES VOIES	10
ARTICLE III.5. TRAVAUX A REALISER	10
ARTICLE III.6. ESSAIS EN COURS DE TRAVAUX.....	10
ARTICLE III.7. MODALITES D'ETABLISSEMENT ET D'APPLICATION DU PLAN DE PREVENTION	10
 CHAPITRE IV - PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES.....	 11
ARTICLE IV.1. PRESCRIPTIONS LIEES A LA GESTION DES EAUX USEES ET PLUVIALES	11
ARTICLE IV.2. PRESCRIPTIONS LIEES A LA GESTION DES DECHETS	11
ARTICLE IV.3. PRESCRIPTIONS LIEES AUX NUISANCES SONORES ET LUMINEUSES	13
ARTICLE IV.4. PLAN D'ASSURANCE ENVIRONNEMENT.....	13
ARTICLE IV.5. COORDINATION ENVIRONNEMENTALE	14
ARTICLE IV.6. BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE	15

Chapitre I - DISPOSITIONS GENERALES

Toutes les normes citées dans le présent marché peuvent faire l'objet d'une équivalence à l'exception de celles rendues d'application obligatoire dont la liste est consultable gratuitement sur le site Internet de l'Association française de normalisation.

ARTICLE I.1. OBJET DU MARCHÉ

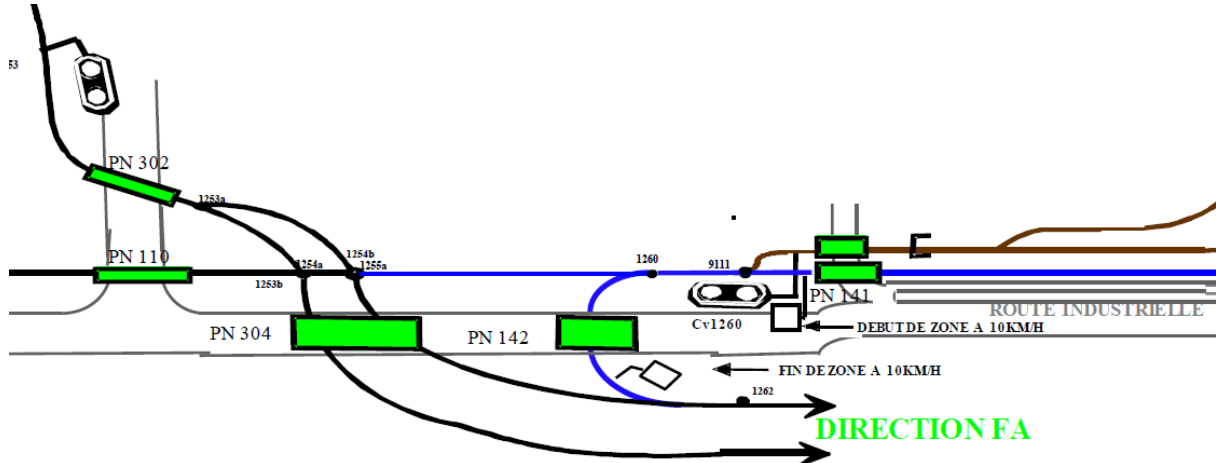
Le présent marché a pour objet la régénération partielle du PN 142 comprenant le remplacement des traverses béton S376IP, des attaches, le meulage des rails à la MC3 et le remplacement des tiges de jonction à hauteur de 70%, le relevage, bourrage et le nivellement de la voie.

Les travaux comprennent l'ensemble des fournitures et des travaux nécessaires à la régénération du PN 142.

ARTICLE I.2. DESCRIPTION DU SITE

Ce PN se situe sur la route industrielle au niveau du carrefour du centre routier.

Le PN 142 permet la desserte de la boucle SUD TANCAR et l'accès aux entreprises TOTAL RAFFINERIE et CHEVRON. Le rayon de courbure moyen est de 280 mètres.



ARTICLE I.3. DOCUMENTS DE REFERENCE

Les spécifications techniques établies par l'Entrepreneur dans le cadre des études d'exécution prendront en compte les documents listés ci-dessous en les complétant au besoin de manière à fiabiliser les approvisionnements.

Normes européennes :

NF EN 13230-2 : Applications ferroviaires - Voie - Traverses et supports en béton - Partie 2 : traverses monoblocs précontraintes – Novembre 2016

NF EN 13450 : Granulats pour ballast de voie ferrée – Aout 2003

NF EN 13674-1 + A1 : Applications ferroviaires - Voie - Rails - Partie 1 : Rails Vignole de masse supérieure ou égale à 46 kg/m – Juin 2017

Normes AFNOR :

NF F50-006 : Installations fixes ferroviaires - Tirefonds à filet variable – Avril 1998

NF F50-031 : Installations fixes ferroviaires - Selles métalliques – Décembre 1989

ARTICLE I.4. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux comprennent l'ensemble des prestations nécessaires à la parfaite réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art et des normes en vigueur.

Ils comprennent notamment et sans que la liste ci-après soit considérée comme limitative :

- La dépose et le stockage à proximité du platelage existant avec son repérage,
- La dépose des traverses et attaches et leurs remplacement à neuf,
- L'apport de ballast,
- Le réglage, bourrage et nivellement de la voie,
- Le meulage du rail à la MC3,
- La repose du platelage avec le remplacement des tiges de jonction à hauteur de 70%,
- Le nettoyage du chantier.

ARTICLE I.5. CONTRAINTES PARTICULIERES IMPOSEES AU CHANTIER

Les circulations routières et ferroviaires seront interdites durant toute la durée du chantier.

I.5.1. EXPLOITATION FERROVIAIRE

Les circulations ferroviaires seront interdites durant toute la durée du chantier. Les interceptions de circulation ferroviaires seront à la charge de HAROPAPORT | LE HAVRE-RFP ; elle sera effective du 19/04/2025 (8h00) jusqu'au 21/04/2025 (18h00).

Les circulations ferroviaires seront interdites durant toute la durée du chantier.

Les travaux dans l'emprise ferroviaire ne pourront commencer qu'après interception de la voie.

L'interception de la voie, la mise en dérangement du PN et la dépose, si nécessaire des installations de sécurité, seront à la charge de HAROPA PORT | Le Havre /RFP, via le prestataire de maintenance dument habilité.

Pour l'ensemble des travaux liés à la création du PN, l'entreprise devra avoir du personnel habilité à la TES D (mainteneur de l'infrastructure partie VOIE) lui permettant de rendre les voies à la circulation sans restriction, de s'assurer du respect et de la conformité dans la réalisation des travaux.

I.5.2. EXPLOITATION ROUTIERE

Pour la réalisation de l'ensemble des travaux liés au renouvellement du PN, la circulation routière sera interdite. Une déviation routière sera mise en place par HAROPA PORT | LE HAVRE du 19/04/2025 (8h00) jusqu'au 21/04/2025 (18h00).

Les circulations routières seront interdites durant toute la durée du chantier.

La fermeture de la route nécessitera l'obtention préalable par le HAROPA PORT | Le Havre d'un arrêté préfectoral au moins 5 semaines avant la date prévue de réalisation des travaux.

L'arrêté préfectoral ainsi que la mise en place de la déviation routière seront effectués par le pôle VRD du service BTP de HAROPA PORT | Le Havre.

ARTICLE I.6. NETTOYAGE DU CHANTIER

L'Entreprise devra mettre en œuvre les moyens nécessaires afin d'assurer en permanence un nettoyage des abords du chantier et des voies de circulation qui devront restés dans un état de propreté irréprochable, exempts de toutes traces de matériaux.

Les aires de chantier, bases vie seront aménagées et gérées de manière à éviter les envols, pollutions ou tout autre impact des déchets sur l'environnement naturel, et en particulier les eaux.

Le titulaire devra prendre des mesures particulières afin de limiter les risques de pollution du sol et le rejet des effluents souillés en cas d'incident (défaut d'entretien d'un engin de terrassement ou accident), notamment il devra tenir à disposition sur le site du chantier des kits antipollution en nombre suffisant.

Le stockage de tout produit liquide ou non (traverses créosotées) potentiellement polluant se fait sur une aire étanche connectée le cas échéant à une cuve ou cuvette de rétention ayant une capacité de rétention conforme à la réglementation.

En conséquence, le titulaire veillera à l'état de l'ensemble de son matériel, à l'organisation du chantier, des bases vie, à la signalisation et mettra en place des systèmes de stockage des matériaux et d'évacuation des parties démontées. Aucune pollution d'aucune sorte ne sera admise.

ARTICLE I.7. SURFACES MISES A DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur pourra bénéficier d'une aire pour la mise en place de l'installation de chantier et le parking de son matériel à proximité des travaux. La position de cette base vie sera validée par HAROPA PORT | Le Havre afin de minimiser les impacts sur les espaces non imperméabilisées.

Il est bien précisé que ces terrains seront utilisés par l'entrepreneur sous son entière responsabilité. Toute dégradation survenant du fait des travaux fera l'objet d'une remise en état à ses frais exclusifs.

L'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation ou éluder les obligations de son marché, dans le cas où il jugerait ces emplacements insuffisants ou mal situés.

Il est rappelé au titulaire que les emprises mises à disposition peuvent s'intégrer au sein de zones portuaires soumises au code ISPS. Dans ce cas, il devra se conformer à l'ensemble des obligations et contraintes découlant de ce classement. Par ailleurs, cette mise à disposition porte sur des surfaces de terre-plein revêtues ou non et qu'elle ne porte nullement sur la mise à disposition de réseaux quelconques (EP, EU, électricité...).

Chapitre II - **MATERIAUX, COMPOSANTS ET EQUIPEMENTS**

ARTICLE II.1. GENERALITES

L'Entrepreneur devra indiquer au Maître d'Œuvre, la provenance des matériaux et du matériel qu'il se propose de mettre en œuvre. Il devra pour se faire, fournir une notice technique indiquant l'origine et les caractéristiques précises des divers matériaux qu'il compte utiliser, au maximum dans un délai d'une semaine (7 jours calendaires) à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage.

Les matériaux et le matériel devront, avant leur emploi, avoir reçu l'agrément écrit du Maître d'Œuvre.

II.1.1. DEMANDE D'AGREMENT DES MATERIAUX

La demande d'agrément au Maître d'Œuvre est présentée dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le Maître d'Œuvre dispose de 8 jours ouvrables pour donner ou refuser l'agrément à compter de la réception de la demande par le titulaire.

II.1.2. CONTROLES

Il appartient à l'Entrepreneur de réaliser à ses frais et en temps utile les contrôles nécessaires pour démontrer que la qualité et les caractéristiques des différents matériaux, composants ou équipements satisfont aux exigences du marché.

ARTICLE II.2. VERIFICATION ET RECEPTION DES MATERIAUX

Tous les matériels et matériaux seront reçus et vérifiés par le Maître d'œuvre avant leur mise en œuvre. Ils devront toujours être approvisionnés longtemps à l'avance et en quantité suffisante pour que la réception soit faite au moins sept (7) jours calendaires avant l'emploi sur le chantier.

Le matériel fourni devra être livré en parfait état pour être posé. Tout matériel présentant un défaut quelconque sera rebuté et remplacé aux frais de l'Entrepreneur, dans les délais qui lui sont impartis pour la réalisation du chantier.

Les matériels seront réputés livrés lorsqu'ils auront été vérifiés et validés par le maître d'œuvre ou son représentant.

ARTICLE II.3. MATERIAUX FOURNIS PAR L'ENTREPRENEUR

Tous les composants seront neufs.

II.3.1. BALLAST

Le ballast, classe granulaire 31.5/50, devra répondre aux exigences de la norme EN 13450 "granulats pour ballast de voies ferrées".

Les carrières auront obtenu l'agrément du Maître d'Œuvre.

II.3.2. TRAVERSES

Le PN 142 a un rayon de 180 mètres.

Les traverses béton S376IP, conformes à la norme EN 13230-2, existantes.

Chapitre III - EXECUTION DES TRAVAUX

ARTICLE III.1. PREPARATION DE CHANTIER

Dès notification, le titulaire engagera la préparation générale du chantier. Il établira notamment les documents suivants qu'il soumettra à l'avis du Maître d'œuvre :

- Les demandes d'agrément des principales fournitures et matériaux
- Le plan des installations de chantier
- Les analyses de déchets pouvant être excavés et traités conformément à l'article IV.2.
- Les DICT sur l'ensemble du tronçon ; la DT porte le n°2024102300063CUS.

L'entreprise devra établir les livrables suivants :

- Le planning détaillé d'exécution des travaux
- Les demandes d'acceptation des sous-traitants qui n'ont pas été déclarés dans le marché
- Les études d'exécution

La méthodologie de travaux devra intégrer :

- Les contraintes d'exécution liées au planning de l'opération et à l'environnement de chantier
- Les spécificités d'exécution
- Les moyens de contrôles de l'entreprise et l'organisation du contrôle mis en place

Enfin, l'entreprise devra prendre connaissance des lieux, s'être rendue compte de la situation exacte du chantier, de la nature et de l'importance des travaux à réaliser, ainsi que de toute difficultés ou sujétions résultant de leur exécution.

ARTICLE III.2. DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

Les documents de métrés remis à l'appui des décomptes en justification des quantités prises en compte devront être parfaitement et facilement exploitables par le Maître d'Œuvre.

Ils seront remis en un exemplaire sous format papier et un exemplaire sous format dématérialisé.

ARTICLE III.3. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Un (1) mois, au plus tard, à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux, l'Entrepreneur fournira à HAROPA PORT | Le Havre les documents composant le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E) certifié conforme à l'exécution.

Ce dossier comprendra :

- tous les documents et fichiers réalisés lors de l'exécution des travaux et des contrôles,
- les relevés de nivellement et d'écartement,
- les fiches produits des équipements mis en œuvre,
- une clé USB sur lequel seront reportés tous les fichiers numérisables,
- les BSD (bons de suivi des déchets).

ARTICLE III.4. CARACTERISTIQUES DES VOIES

En alignement, l'écartement nominal E des voies sera de 1437 mm +/- 5 mm.

En courbe, il sera de 1445 mm +/- 5 mm. Le gauche mesuré sur 3 m ne devra pas excéder 5 mm.

ARTICLE III.5. TRAVAUX A REALISER

La remise en état du passage à niveau sera réalisée en un seul tenant, dans les règles de l'art, la chronologie ci-dessous devra être respectée :

- La dépose et le stockage à proximité du platelage existant avec son repérage,
- La dépose des traverses et attaches et leurs remplacement à neuf,
- L'apport de ballast,
- Le réglage, bourrage et nivellement de la voie, à la MB8 ou équivalent (hydro-cale non autorisé),
- Le meulage du rail à la MC3,
- La repose du platelage avec le remplacement des tiges de jonction à hauteur de 70%,
- Le nettoyage du chantier.

ARTICLE III.6. ESSAIS EN COURS DE TRAVAUX

L'Entrepreneur sera tenu d'effectuer lui-même et à sa charge tous les essais nécessaires à la bonne marche du chantier. A cet effet, il devra avoir à disposition pendant la durée des travaux, le matériel de mesure ainsi que le personnel compétent pour procéder aux essais de contrôle de chantier les plus courants, notamment l'écartement des rails et le nivellement.

Un relevé géométrique d'écartement et de gauche sur 3 m sera fourni au Maître d'œuvre avant restitution de la voie à l'exploitation.

ARTICLE III.7. MODALITES D'ETABLISSEMENT ET D'APPLICATION DU PLAN DE PREVENTION

Il sera réalisé un plan de prévention.

Dans le cadre de l'établissement de ce plan de prévention, une inspection commune sera organisée entre HAROPA PORT | Le Havre et le titulaire pour que les risques interférents aux travaux soient décrits et fassent l'objet de mesures spécifiques ; le titulaire devra présenter à cet effet son analyse de risque lors du plan de prévention.

Chapitre IV - PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES

ARTICLE IV.1. PRESCRIPTIONS LIEES A LA GESTION DES EAUX USEES ET PLUVIALES

Des installations sanitaires seront mises en place pour les travailleurs, si besoin et à charge de l'entreprise. Elles seront équipées de moyens de stockage des eaux usées, en vue de leur reprise pour traitement sur des filières adaptées autorisées, conformément aux règles sanitaires et/ou au Plan d'assurance environnement (PAE).

Concernant les eaux pluviales et les eaux usées, autres que sanitaires, les valeurs de rejet devront être inférieures aux valeurs R1 fixées dans l'arrêté du 30 Juin 2020 qui modifie l'arrêté du 9 Aout 2006 relatif aux valeurs de rejet dans les eaux de surface, au titre de la rubrique 2.2.3.0 de la nomenclature loi sur l'eau.. Elles devront, le cas échéant, faire l'objet d'un traitement avant rejet au milieu (bassins, fossés, réseaux...). Les ouvrages de traitement devront être régulièrement suivis et entretenus. Le titulaire devra communiquer au Maître d'Œuvre l'ensemble des justificatifs d'entretien et de suivi de la qualité des eaux.

Les modalités de gestion des eaux seront décrites par le soumissionnaire dans le PAE ou tout document traitant des prescriptions environnementales.

ARTICLE IV.2. PRESCRIPTIONS LIEES A LA GESTION DES DECHETS

Le titulaire mettra en œuvre une gestion conforme de l'ensemble des déchets générés. Il est incité à organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume en privilégiant un principe de proximité et être en mesure de s'en justifier auprès de HAROPA PORT | LE HAVRE.

Conformément à l'article L541-2 du code de l'environnement, le titulaire est responsable de la gestion des déchets produits, dans le cadre du présent marché, jusqu'à leur valorisation ou élimination finale. Il doit s'assurer que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

Le titulaire répartira en un ou plusieurs endroits du chantier des collecteurs afin de réaliser un tri à la source. Ils seront munis de couvercles ou bâches de façon à éviter les envols. Tout abandon de déchets sur le chantier, à proximité ou rejet dans les plans d'eau est formellement interdit. Les déchets seront collectés régulièrement pour être traités vers les filières agréées.

Le titulaire devra en priorité favoriser le réemploi et organiser la gestion en respectant la hiérarchie des modes de traitement (réutilisation, recyclage, valorisation, élimination), conformément à l'article L541-1 du code de l'environnement. Le titulaire devra, conformément à l'article L541-21-2 du code de l'environnement, mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de ses déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre, du bois. Il en est de même pour les déchets de construction et de démolition, tels que notamment le bois, les fractions minérales, le métal, le verre, le plastique et le plâtre.

Conformément au principe selon lequel les producteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes, le titulaire devra justifier à HAROPA PORT | LE HAVRE son choix de la (ou des) filière(s) de réemploi des matériaux et traitement des déchets générés pendant les travaux.

En cas de modification de la réglementation déchets en cours d'exécution des prestations, le titulaire devra proposer à HAROPA PORT | Le Havre des moyens pour adapter ses prestations.

Il devra décrire les moyens qu'il met en place pour atteindre les objectifs nationaux de réemploi, recyclage, valorisation.

Le titulaire devra également se conformer à l'interdiction de mélange de déchets dangereux de catégories différentes, de mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets (article 541-7-2 du code de l'environnement).

Le titulaire devra assurer à HAROPA PORT | Le Havre la traçabilité de la réalisation de l'ensemble des prestations confiées conformément à la réglementation environnementale :

- transmission des FIP (fiche d'information préalable), FID (fiche d'identification des déchets), CAP (certificat d'acceptation préalable),
- réalisation des BSDD (bordereau de suivi des déchets dangereux), BSDA (bordereau de suivi des déchets amiantés et BSFF (bordereaux de suivi des fluides frigorigènes) via le site internet Trackdéchets
- transmission des agréments de l'ensemble des prestataires qui seront amenés à collecter, charger, transporter et traiter les déchets générés, arrêtés préfectoraux d'autorisation des installations de traitement, de stockage temporaire et définitif.

Le titulaire transmettra ces documents à HAROPA PORT | Le Havre de façon dématérialisée selon une fréquence et un moyen de transmission demandé par le maître d'œuvre (courriel ou plateforme).

Par ailleurs, le titulaire devra fournir à HAROPA PORT | Le Havre, les registres déchets, terres excavées complétés.

Le titulaire devra communiquer à HAROPA PORT | Le Havre toute mise à jour des agréments, arrêtés préfectoraux susvisés tout au long du marché.

Le titulaire en charge des travaux devra démontrer la gestion conforme de l'ensemble des déchets générés dans le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination Gestion des Déchets (SOGED), rédigé pour les besoins spécifiques du chantier (cf. article SOGED).

L'ensemble de ces prescriptions est valable également pour les terres excavées, qui prennent le statut de déchets dès lors qu'elles sont évacuées du site de leur excavation (Note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets - Version du 27 avril 2022).

Dans le cas de l'excavation de plus de 500 m³ de terres, le titulaire transmettra à HAROPA PORT | Le Havre le programme de gestion des terres excavées (volume, qualité, modalités de traitement conformément à la réglementation), sur la base des prélèvements effectués au préalable par l'entreprise et suivant la classification des matériaux (analyses géochimiques, géotechniques...) et sur la base de toute analyse complémentaire que le titulaire jugera nécessaire et sur validation préalable de HAROPA PORT | Le Havre, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'Ordre de Service prescrivant le démarrage des travaux, qui sera validé dans un délai de 8 jours à compter de sa réception.

ARTICLE IV.3. PRESCRIPTIONS LIEES AUX NUISANCES SONORES ET LUMINEUSES

Le titulaire définira les mesures prises afin de minimiser les nuisances sonores et lumineuses dans le PAE ou tout document traitant des prescriptions environnementales, et ce dans le respect notamment de l'Arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

ARTICLE IV.4. PLAN D'ASSURANCE ENVIRONNEMENT

Le Plan d'Assurance Environnement (PAE) est établi par le titulaire pour l'ensemble des travaux à réaliser, objets du présent marché.

Le PAE fera l'objet d'une validation par le Maître d'œuvre en amont du commencement des travaux.

L'accord du Maître d'œuvre sur le PAE ne dégage pas le titulaire de ses responsabilités quant au respect de la réglementation et des prescriptions environnementales au cours du chantier.

Dans le PAE, le titulaire identifiera les différentes tâches liées au chantier et son phasage, les enjeux environnementaux, les impacts des tâches liées au chantier et précisera les prescriptions à mettre en œuvre pour minimiser les impacts du chantier. Pour élaborer ce document, le titulaire s'appuiera notamment sur les prescriptions environnementales édictées dans le présent marché.

Dans le PAE, le titulaire explicitera les points suivants :

- Organigramme du projet avec notamment la répartition des responsabilités en matière d'environnement telle que le rôle du Correspondant Environnement, ses compétences et ses fonctions principales (élaboration du PAE, application et suivi du PAE, sensibilisation du personnel du titulaire à la démarche environnementale...),
- Organisation du chantier (installations fixes et temporaires) et programme d'exécution en tenant compte des sujétions liées à l'environnement : gestion des eaux pendant la durée des travaux, gestion des déchets (sous la forme d'un SOGED), protection du milieu naturel....
- Moyens proposés pour assurer le respect de l'environnement tels que les procédures de suivi et de contrôle envisagées, les mesures d'efficacité, ...,
- Principes de réparation et de compensation que le titulaire mettra en œuvre en cas de défaillance de ses procédures,
- Outils de suivi mis en place dans le cadre de la mise en œuvre du PAE : fiches de visite environnement, fiches d'anomalies, d'incidents...

Le PAE doit a minima contenir une description des éléments suivants :

- Les risques de nuisances liées au chantier (émissions de gaz à effet de serre, poussières, nuisances sonores, lumineuses, déchets, impacts sur les milieux et les espèces...) en indiquant les dispositions mises en œuvre pour éviter, réduire et suivre ces nuisances,
- La gestion des eaux (usées, pluviales, de surverse, de lavage...),
- Les procédures de distribution de carburant et d'entretien des engins,
- Les moyens de gestion de la circulation sur le chantier, de balisage des zones sensibles ainsi que les moyens de contrôle,

- Pour les travaux réalisés dans ou à proximité des espaces naturels, le PAE doit démontrer le soin particulier apporté par le titulaire au respect des consignes environnementales, telles que la propreté du site, l'évitement et la réduction de toute nuisance...
- Les mesures prévues pour la gestion des pollutions accidentelles et chroniques,
- Les fiches types de non-conformité environnementale,

A l'achèvement des travaux, le titulaire remettra au Maître d'œuvre l'ensemble des documents composants le PAE. Ces documents seront fournis en un seul exemplaire aisément reproductible ainsi que sur support informatique au format pdf natif.

Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)

Le titulaire mettra en œuvre une gestion adaptée de l'ensemble des matériaux et déchets générés. Pour ce faire, un Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) sera rédigé par le titulaire pour les besoins spécifiques du chantier.

Le SOGED devra comprendre de manière détaillée a minima les points suivants:

- Les méthodes qu'il va employer pour respecter les prescriptions réglementaires en matière de gestion de matériaux et déchets, et en particulier l'ordre de priorité de gestion (réemploi, réutilisation, recyclage, valorisation, élimination),
- Les méthodes qu'il va employer pour trier les déchets,
- Les centres de tri, regroupement, unités de réemploi, recyclage, valorisation, stockage, vers lesquels seront acheminés et traités les différents déchets,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité que le titulaire va mettre en œuvre jusqu'au traitement final des déchets,
- Les agréments de l'ensemble des prestataires qui seront amenés à collecter, transporter et traiter les déchets produits ou détenus, arrêtés préfectoraux d'autorisation des installations de traitement, de stockage temporaire.

Dans un délai de deux (2) semaines à compter de la date de notification de l'Ordre de Service prescrivant le démarrage des travaux, le titulaire transmettra à HAROPA PORT | Le Havre le SOGED qui procédera à sa validation dans un délai de vingt (20) jours calendaires à compter de sa réception.

ARTICLE IV.5. COORDINATION ENVIRONNEMENTALE

La coordination environnementale s'effectuera par une personne mandatée par HAROPA PORT | Le Havre.

Elle consiste :

- à s'assurer de la bonne connaissance du titulaire des prescriptions réglementaires environnementales applicables au chantier lors de la période de préparation.
- à effectuer des visites de chantier dont la fréquence est planifiée entre HAROPA PORT | Le Havre et le titulaire.
- à la vérification de l'adéquation entre les prescriptions des documents réglementaires et contractuels (PAE, SOGED, etc.) et les opérations du chantier.

Un compte rendu sera effectué par HAROPA PORT | Le Havre après chaque visite et diffusé au MOE et MOA.

Le titulaire sera tenu de donner toutes facilités utiles au coordinateur environnemental et appliquera les obligations restrictives en cas d'atteinte à la biodiversité, surtout pendant les périodes de nidification et reproduction.

ARTICLE IV.6. BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

Le titulaire devra fournir au terme de l'exécution du marché, le bilan des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) lié à la réalisation de la prestation pour le compte de HAROPA PORT | Le Havre, sur le modèle du tableau réglementaire ADEME (établi en différents scopes et selon la base carbone).

Ce bilan devra permettre à HAROPA PORT | Le Havre de connaître les émissions de GES produites par le prestataire et ses éventuels sous-traitants pour la réalisation de la prestation.

Le bilan des émissions de GES devra préciser les actions mises en œuvre pour la réduction de ces émissions.

Le titulaire devra fournir à HAROPA PORT | Le Havre les éléments lui permettant de vérifier le calcul des émissions de GES sous forme de tableau dématérialisé.